

AFRICA NEWS REPORT



AFRICA REGIONAL SERVICES - AMBASSADE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE
58 BIS, RUE LA BOETIE, 75008 - PARIS - TEL: 01.43.12.48.61 - FAX: 01.43.12.46.57
(<http://usembassy.state.gov/paris-ars/wwwhpag2.html>)

MEILLEURS VOEUX POUR 2004!

VERSION FRANCAISE

NUMERO 821

5 janvier 2004

SOMMAIRE

Page

AGOA: la proclamation de M. Bush relative à l'Angola, l'Erythrée et la RCA (Extraits de la proclamation du président des Etats-Unis) (930)	1
Colin Powell: "Ce que nous ferons en 2004" (Article publié dans le "New York Times" le 1er janvier 2004) (1440)	1
L'unilatéralisme ne caractérise pas la politique étrangère des Etats-Unis (C'est ce qu'affirme le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell.) (470)	3
Les avantages de l'AGOA pour les artisans africains (L'ouverture du marché américain aux produits d'artisanat africains) (1050)	3
La visite en Afrique de Mme Elaine Chao (La ministre américaine du travail s'entretient avec des victimes de la traite des enfants au Ghana) (710) .	4
La ministre américaine du travail lance un projet de lutte contre le VIH/sida au Ghana (Mme Elaine Chao s'est aussi rendue en République démocratique du Congo et au Bénin.) (570)	5
L'USAID participe au partenariat pour la protection de l'enfance en Ethiopie (Communiqué de presse de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international) (620)	5
Conservation de la culture: le département d'Etat annonce les bénéficiaires de son aide (Le Fonds des ambassadeurs pour la conservation de la culture financera des projets dans 43 pays.) (610)	6

La stratégie des E.-U. a incité la Libye à renoncer aux armes de destruction massive (Document de la Maison-Blanche) (1160)	6
L'influence des jeunes sur la société de l'information (Ils font valoir leurs vues à l'occasion du Sommet mondial sur la société de l'information.) (970)	8
Les nouvelles formalités d'entrée et de sortie des E.-U. visent à renforcer la sécurité (Propos d'un haut responsable du ministère de la sécurité intérieure) (860)	8

AFI501 01/02/2004

AGOA: la proclamation de M. Bush relative à l'Angola, l'Erythrée et la RCA

(Extraits de la proclamation du président des Etats-Unis) (930)

Dans une proclamation en date du 30 décembre, le président Bush annonce que l'Angola fait désormais partie des pays bénéficiaires des avantages commerciaux prévus par la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA), mais que l'Erythrée et la République centrafricaine (RCA) ne peuvent plus prétendre à ces avantages.

Selon ce document, l'Erythrée et la République centrafricaine ont été rayées de la liste des Etats bénéficiaires de l'AGOA parce qu'elles ne remplissent plus les conditions exigées.

Pour pouvoir prétendre aux avantages commerciaux de l'AGOA, tout pays d'Afrique subsaharienne doit satisfaire plusieurs conditions, dont la réalisation de progrès en ce qui concerne la mise en place d'une économie de marché, l'adoption de réformes et l'application des principes démocratiques.

On trouvera ci-après des extraits du texte de la proclamation que la Maison-Blanche a diffusé le 30 décembre.

Proclamation du président des Etats-Unis relative à la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique

1. L'article 506 (a)(1) de la loi de 1974, qui a été modifiée (la loi de 1974) (19 U.S.C. 2466a (a)(1)) et à laquelle a été incorporé l'article 111 (a) de la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (titre I de la loi 106-200) (AGOA), habilite le président à désigner un pays figurant sur la liste de l'article 107 de l'AGOA (19 U.S.C.) comme "pays bénéficiaire d'Afrique subsaharienne" si le président constate que ce pays remplit les conditions d'admission énoncées dans l'article 104 de l'AGOA (19 U.S.C. 3704) ainsi que les critères fixés dans l'article 502 de la loi de 1974 (19 U.S.C. 2462).

2. L'article 104 de l'AGOA habilite le président à désigner un pays figurant sur la liste de l'article 107 de l'AGOA comme "pays admissible d'Afrique subsaharienne" si le président constate que ce pays remplit certaines conditions.

3. L'article 112 (b)(3)(B) de l'AGOA (19 U.S.C. 3721 (b)(3)(B)) énonce des règles particulières pour certains articles de confection importés de "pays bénéficiaires moins avancés d'Afrique subsaharienne".

4. Dans la proclamation 7350 du 2 octobre 2000, le président Clinton a désigné l'Etat d'Erythrée (Erythrée) et la République centrafricaine comme pays bénéficiaires d'Afrique subsaharienne en vertu de l'article 506 (a)(1) de la loi de 1974, sous réserve qu'ils soient considérés comme étant des pays bénéficiaires moins avancés d'Afrique subsaharienne conformément à l'article 112 (b)(3)(B) de l'article 112 (b) (3) (B) de l'AGOA.

5. L'article 506 (a)(1) de la loi de 1974 (19 U.S.C. 2466a (a)(3)) habilite le président à annuler la désignation d'un pays en tant que pays bénéficiaire d'Afrique subsaharienne au titre de l'article 506 (a) s'il constate que ce pays ne continue pas de faire des progrès pour remplir les conditions énoncées dans l'article 506 (a)(1) de la loi de 1974, à compter du 1er janvier suivant l'année pendant laquelle il a pris cette décision.

6. En vertu de l'article 104 de l'AGOA et de l'article 506A (a)(1) de la loi de 1974, j'ai constaté que la République angolaise (Angola) remplit les conditions d'admission énoncées et j'ai décidé de désigner l'Angola comme pays admissible et bénéficiaire d'Afrique subsaharienne.

7. L'Angola remplit le critère prévu pour bénéficier du traitement réservé aux pays bénéficiaires d'Afrique subsaharienne qui sont moins avancés conformément à l'article 112 (b)(3)(B) de l'AGOA.

8. En vertu de l'article 506A (a)(3) de la loi de 1974, j'ai constaté que l'Erythrée et la République centrafricaine ne continuent pas de faire des progrès en ce qui concerne l'exécution des obligations décrites dans l'article 506 (a)(1) de la loi de 1974. Il s'ensuit que j'ai décidé d'annuler la désignation de l'Erythrée et de la République centrafricaine comme pays bénéficiaires d'Afrique subsaharienne au titre de l'article 506 (a)(1) de la loi de 1974, à compter du 1er janvier 2004.

9. L'article 604 de la loi de 1974 (19 U.S.C. 2483) habilite le président à incorporer dans le tarif douanier fondé sur le Système harmonisé des Etats-Unis (HTS) les dispositions pertinentes de cette loi et d'autres lois ayant une incidence sur le traitement des importations et des mesures prises conformément à ces lois, notamment l'annulation, la modification, le maintien ou l'imposition de tout droit de douane ou de toute restriction en matière d'importation.

(...)

C'est pourquoi je soussigné George W. Bush, président des Etats-Unis d'Amérique, proclame, en vertu des pouvoirs que me confèrent la Constitution et le droit des Etats-Unis d'Amérique, notamment les articles 506A et 604 de la loi de 1974, l'article 104 de l'AGOA et l'article 301 du titre III du code des Etats-Unis,

1) que l'Angola est désigné pays admissible et bénéficiaire d'Afrique subsaharienne;

2) que, afin de faire figurer cette désignation dans le HTS, la note générale 16 (a) du HTS est modifiée et comprend désormais la République angolaise dans la liste alphabétique des pays bénéficiaires d'Afrique subsaharienne;

3) que, conformément à l'article 112 (b)(3)(B) de l'AGOA, l'Angola est un pays moins avancé bénéficiaire d'Afrique subsaharienne;

4) que la désignation de l'Erythrée et de la République centrafricaine en tant que pays bénéficiaires d'Afrique subsaharienne au titre de l'article 506 (a)(1) de la loi de 1974 est annulée à compter du 1er janvier 2004.

(...)

En foi de quoi j'appose ci-dessous ma signature en ce trentième jour de décembre de l'an de grâce deux mille trois, deux cent vingt-huitième année de l'indépendance des Etats-Unis

George W. Bush

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI502 01/02/2004

Colin Powell: "Ce que nous ferons en 2004"

(Article publié dans le "New York Times" le 1er janvier 2004) (1440)

Cet article du secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Colin Powell, a été publié pour la première fois dans le "New York Times" le 1er janvier 2004. Il appartient au domaine public et peut être reproduit librement.

(Début de l'article)

Ce que nous ferons en 2004

Colin Powell

Washington - En tournant la dernière page de leur calendrier, beaucoup d'Américains repensent aux réalisations de l'année qui vient de s'achever et prennent des résolutions pour l'année qui commence.

C'est une entreprise qui peut se révéler frustrante si l'on s'attarde sur certains sujets, notamment exercices et régime, mais la double tâche qui consiste à faire le point et à prendre des résolutions est une

discipline honorable, et pas seulement pour les particuliers à titre individuel.

Nous qui sommes attachés au gouvernement Bush avons aussi fait le point et pris des résolutions. Nous l'avons fait avec confiance, car la vision du président Bush est claire et juste: la formidable puissance des Etats-Unis doit continuer à être déployée au nom de principes qui sont à la fois bien américains, mais qui nous dépassent aussi.

Nous sommes déterminés, bien sûr, à répandre la liberté, et nous concentrons notre attention en particulier sur l'Afghanistan et sur l'Irak. Le peuple afghan aura désormais une constitution, l'économie de marché progresse rapidement, et l'espoir renaît alors que des élections nationales se profilent à l'horizon. En Irak, les aspirations d'une nation libre et talentueuse se donnent libre cours maintenant que le régime meurtrier et dangereux de Saddam Hussein n'est plus. Nous oeuvrons afin de rendre la souveraineté au peuple irakien par le biais d'un processus équitable et ouvert et de garantir que le pays reçoive le maximum possible d'allègements de sa dette. Lorsque la tâche de l'Autorité provisoire de la coalition sera terminée le 30 juin, en vertu du plan de transition énoncé le 15 novembre, nous ouvrirons une ambassade à Bagdad.

Nos efforts en Afghanistan et en Irak se poursuivront en 2004, mais nous sommes résolus également à faire une réalité de l'objectif du président en ce qui concerne un Moyen-Orient libre et démocratique. Nous élargirons l'Initiative de partenariat sur le Moyen-Orient afin d'encourager dans toute la région une réforme sur les plans politique, économique et de l'éducation. Nous épaulerons aussi le peuple iranien et les autres peuples qui vivent sous la coupe de régimes opprimants alors qu'ils s'efforcent d'obtenir la liberté.

Ce combat ne se limitera pas au Moyen-Orient. Nous oeuvrons en vue de l'avènement d'un Cuba libre et de réformes dans d'autres pays où la liberté est refusée au peuple. Nous sommes aussi résolus à appuyer les jeunes démocraties qui ont vu le jour en Amérique latine, en Europe, en Asie et en Afrique. La consolidation des libertés dans de nombreuses nouvelles démocraties bien souvent fragiles façonnera les aspirations de tous les peuples, garantissant que le XXI^e siècle sera un siècle de liberté dans le monde entier.

Nos efforts viseront aussi bien les personnes que les nations. En 2003, nous avons libéré des milliers de personnes de l'oppression grâce au programme du président Bush concernant la lutte contre la traite des êtres humains, que ce soit pour la prostitution, le travail forcé ou l'embrigadement des enfants dans les armées. Nous avons sauvé des vies et libéré les asservis et nous ferons encore plus en 2004.

Par ailleurs, en 2004, le plan de lutte contre le VIH/sida du président permettra à des millions de gens, de par le monde, de ne pas être dévastés par cette horrible maladie.

Nous prenons aussi la résolution de promouvoir la prospérité. Un nouveau consensus international aide les pays les plus pauvres à se développer grâce à une bonne gouvernance, une politique saine aux plans économique, commercial et environnemental et à des investissements judicieux dans leur peuple. La pièce maîtresse de notre programme en matière de développement est le Compte du millénaire, qui débutera en 2004. C'est un mécanisme d'encouragements qui lie l'assistance à la réforme politique et économique.

Nous avons beaucoup progressé, en 2003, en vue d'une plus grande ouverture du climat international au plan du commerce et de l'investissement, ayant signé des accords de libre-échange avec le Chili, Singapour et les pays d'Amérique centrale. En 2004, le président prendra la tête d'initiatives visant à revigorer notre stratégie mondiale de libre-échange et à encourager le libre-échange

au niveau régional et bilatéral lorsque les occasions s'en présenteront. Sa proposition concernant l'élaboration d'un accord de libre-échange au Moyen-Orient figure en bonne place à l'ordre du jour.

Nos résolutions englobent aussi la paix. La liberté ne peut s'épanouir et la prospérité avancer sans la sécurité, et nous sommes bien décidés à l'assurer. Les Américains sont plus en sécurité alors que l'année 2004 commence qu'ils ne l'étaient il y a un an. L'Afghanistan n'est plus un diabolique terrain de jeu pour les terroristes, et l'Irak n'est plus un incubateur pour des armes de destruction massive qui auraient pu tomber entre les mains de terroristes.

Al-Qaïda demeure un énorme danger - c'est la principale raison du renforcement actuel de notre dispositif de sécurité. Mais, de plus en plus souvent, ses membres sont soit en fuite, soit cachés, en prison ou morts. Les finances et les communications de cette organisation sont perturbées, et la coopération plus étroite qui existe entre les services du renseignement et les services chargés de faire respecter les lois des pays pacifiques a permis de mieux déjouer les complots terroristes.

L'Iran a ressenti la pression régulière que nos alliés et nous avons exercée pour qu'il fasse la lumière sur son programme d'armes nucléaires et il a commencé à le faire. Et, grâce à la vigoureuse stratégie de lutte contre la prolifération adoptée par le président et la diplomatie audacieuse des Britanniques et des Américains, la Libye a renoncé au terrorisme et aux armes de destruction massive. Sur notre propre continent, grâce au solide appui apporté par les Etats-Unis à la mise en place d'un gouvernement résolu en Colombie, les narcotrafiquants et les terroristes sont sur la défensive.

La guerre contre le terrorisme est toujours notre première priorité, mais le succès de cette guerre repose sur des liens constructifs entre les principales puissances du monde. Nous nous y emploierons sans répit. Les relations de l'Amérique avec la Russie, la Chine et l'Inde se sont toutes améliorées en 2003. Les liens avec nos alliés, aussi bien les nouveaux que les anciens, se sont renforcés également, malgré les immanquables complications liées au fait de s'ajuster à une nouvelle ère.

D'ailleurs, aussi bien l'OTAN que l'Union européenne s'élargiront cette année. Ceci est une bonne nouvelle pour la sécurité internationale.

Nos partenariats demeurent solides de même que les institutions qui reposent sur la coopération internationale. Nous compterons sur eux pour faire avancer la liberté, la prospérité et la paix en 2004. Alors que nous oeuvrons afin de rendre au peuple irakien un Irak libéré, nous invitons les Nations unies et la communauté internationale à aider les Irakiens à établir une nouvelle citadelle d'esprits libres et de marchés libres au Moyen-Orient. Avec nos alliés de l'OTAN, nous appuierons le peuple afghan alors qu'il cicatrise ses plaies et qu'il trace le cours de son avenir.

Avec la Chine, le Japon, la Russie et la Corée du Sud, nous continuerons à nous attaquer au problème que représentent les dangereux programmes d'armes nucléaires de la Corée du Nord. Nous recherchons la paix et la réconciliation dans la péninsule coréenne, mais nous ne récompenserons pas les menaces de Pongyang et ne fournirons pas d'incitations au chantage.

Avec nos partenaires du "quatuor" - les Nations unies, l'Union européenne et la Russie - nous aiderons les Israéliens et les Palestiniens à parvenir à la paix, de façon qu'une Palestine libre puisse vivre aux côtés d'un Etat juif en Israël où règnent sécurité et démocratie.

Nous sommes résolus, en outre, à partager le fardeau lorsqu'il s'agit de mettre un terme aux conflits de longue date au Soudan, au

Liberia, en Irlande du Nord et ailleurs. De telles réalisations jetteront les fondements du succès de la diplomatie américaine dans le monde.

La liberté, la prospérité et la paix ne sont ni des principes séparés, ni des objectifs politiques distincts. Ils se renforcent mutuellement et servir l'un d'eux exige une politique intégrée qui sert les trois. Les défis sont nombreux, car les troubles ne manquent pas dans le monde. Mais les possibilités ne manquent pas non plus et nous sommes bien décidés à saisir chacune d'entre elles. Si, ce faisant, certains d'entre nous y perdent quelques kilos, c'est bien aussi.

(Fin de l'article)

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI101 12/29/2003

L'unilatéralisme ne caractérise pas la politique étrangère des Etats-Unis

(C'est ce qu'affirme le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell.) (470)

A l'occasion d'une interview accordée à la chaîne de télévision CNN et diffusée le 25 décembre, le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, a réfuté les accusations selon lesquelles la politique étrangère des Etats-Unis serait caractérisée par un unilatéralisme excessif et a donné plusieurs exemples d'initiatives diplomatiques et d'opérations militaires multilatérales auxquelles ont participé des pays de régions diverses.

"Lorsque l'on établit le bilan de ce que ce pays a fait sous la direction du président Bush au cours des trois dernières années, les preuves reflétant notre désir de faire partie de la communauté internationale et d'en être un partenaire efficace ne manquent pas", a souligné M. Powell, mentionnant notamment les efforts des Etats-Unis afin de lutter contre l'épidémie de VIH/sida dans le monde et l'engagement qui a été pris d'y consacrer 15 milliards de dollars.

A propos de la Corée du Nord, il a fait remarquer: "Nous n'avons pas pris de décisions unilatérales. Nous n'avons pas dit que nous allions envahir la Corée du Nord ou y changer le régime. Nous travaillons de concert avec tous les voisins de la Corée du Nord afin de créer une péninsule dénucléarisée. C'est un travail diplomatique lent et difficile, mais c'est celui que le président s'est engagé à poursuivre."

Il a fait remarquer qu'en ce qui concernait l'Irak, sujet qui a fait l'objet d'importantes divergences d'opinions avec certains alliés européens, sur les 26 pays qui sont soit membres de l'OTAN soit sur le point de le devenir, 18 avaient déployé des soldats sur le terrain dans le cadre de la coalition.

S'il y a eu des divergences entre les Etats-Unis et la France et l'Allemagne, "L'important c'est qu'aujourd'hui, comme nous, tant la France que l'Allemagne estiment que nous devrions nous consacrer à la reconstruction et au développement de la démocratie en Irak." En Afghanistan, a-t-il indiqué, l'OTAN est maintenant à la tête de la Force d'assistance à la sécurité et s'attend à jouer un rôle plus large.

"Je pense que, dans tous les domaines, l'OTAN pourrait également jouer un rôle en Irak en tant qu'alliance et pas seulement certains de ses membres au plan individuel", a-t-il ajouté.

Le secrétaire d'Etat a réitéré l'attachement des Etats-Unis à la "Feuille de route" visant à instituer la paix entre les Israéliens et les Palestiniens qu'ont proposée les Etats-Unis et l'Union européenne, la Russie et les Nations unies, les trois autres membres du Quatuor. Ce plan, a précisé M. Powell, "découle de la vision énoncée au monde par le président dans son célèbre discours du 24 juin 2002

dans lequel il prône la création d'un Etat palestinien vivant côte à côte avec Israël dans la paix et la sécurité".

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI102 12/22/2003

Les avantages de l'AGOA pour les artisans africains

(L'ouverture du marché américain aux produits d'artisanat africains) (1050)

Par Susan Ellis

Rédactrice du "Washington File"

Washington - Aux Etats-Unis la vente de produits d'artisanat atteint 10 milliards de dollars par an, a déclaré une haute responsable du ministère du commerce, Mme Molly Williamson, à un auditoire composé d'artisans africains, d'importateurs américains et de hauts fonctionnaires américains et africains lors du troisième forum sur l'AGOA (loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique) qui a eu au début de décembre à Washington.

"Un grand nombre de personnes éprouvent le désir de trouver un objet exceptionnel et intéressant qui a une histoire, a-t-elle dit. Le marché de l'artisanat qui continue de prendre de l'ampleur aux Etats-Unis s'ouvre aux produits africains importés dans le cadre de l'AGOA. On trouve dans tous les Etats-Unis des magasins spécialisés et des grandes chaînes de magasins qui sont à la recherche de produits en provenance, entre autres, de l'Afrique."

La réunion organisée dans le cadre du forum sur l'AGOA portait particulièrement sur la catégorie 9 prévue par cette loi et relative aux textiles et aux produits folkloriques. Ces produits doivent être conformes à des normes très strictes, qui causent une certaine confusion chez les artisans, a déclaré M. Mark Irving, de l'établissement "Spice Island Trading" à Madagascar. "Par exemple, a-t-il dit, on nous conseille de suivre les tendances de la mode. Les artisans sont disposés à le faire, mais dès que l'on commence à ajouter de nouveaux éléments, notamment si l'on coud avec une machine à coudre ou que l'on ajoute du cuir ou des fermetures éclair, les produits ne font plus partie de la catégorie 9, et les importateurs doivent payer des droits de douane."

De nombreux artisans africains qui ont participé au forum sur l'AGOA ont eu l'occasion d'exposer et de vendre leurs produits lors d'une réception organisée le 9 décembre au Musée national d'art africain.

Propriétaire de "Mia Mali", Mme Elaine Belleza a vécu en Afrique de l'Ouest pendant 12 ans et y a travaillé tout d'abord dans le secteur sans but lucratif. Lorsque son contrat est arrivé à expiration, a-t-elle dit, elle est rentrée aux Etats-Unis, mais l'attrance de l'Afrique a été la plus forte et elle est revenue au Mali où elle a créé une entreprise qui emploie maintenant 120 artisans à Bamako.

Ancien volontaire du Corps de la paix, M. Joe Funt a travaillé à "Mia Mali" alors qu'il faisait partie de cet organisme. "Je travaillais au sein d'un syndicat artisanal avec une association féminine. Les femmes fabriquent des textiles bogolan (teinture traditionnelle), et nous concevions des produits occidentaux fabriqués avec du bogolan", a-t-il dit en montrant des housses de coussin, des vêtements et d'autres articles.

Un Ethiopien, qui présentait des housses de coussin tissées en soie et aux couleurs très vives, a dit: "Nous tentons d'obtenir l'exonération de droits de douane de la catégorie 9 pour des articles tissés à la main ou à l'aide d'un métier à tisser traditionnel ou pour des articles folkloriques, mais jusqu'ici le gouvernement éthiopien n'a pas conclu d'accord avec le gouvernement des Etats-Unis dans le cadre de l'AGOA."

Une Ghanéenne, Mme Bridget Kyerematen, a indiqué: "Nous recyclons du verre pour faire des perles et du métal pour fabriquer des bougeoirs. Nous tentons de faire des objets fonctionnels et nous utilisons aussi nos motifs traditionnels pour orner, par exemple, le visage d'une poupée de la fertilité. Nous collaborons avec des importateurs et des grossistes car ils connaissent bien le marché." Les perles de verre se vendent bien, tout comme les bougeoirs métalliques et diverses pierreries. Autrefois, les ronds de serviette en cuivre marchaient bien, mais il semble maintenant que ce n'est plus le cas, a-t-elle dit en faisant remarquer que les artisans devaient prêter attention aux nouvelles tendances de la vente au détail.

Une artisane ougandaise, Mme Françoise Mukagihana, qui est à la tête de "Modis International Handicrafts" à Kigali, a exprimé l'espoir que l'AGOA permettra à son établissement de trouver des acheteurs importants. Jusqu'à présent, a-t-elle dit, les objets d'artisanat rwandais sont exportés aux Etats-Unis en franchise de douane grâce au Système général de préférences. Son établissement vend des paniers tressés avec des fibres végétales, dont des feuilles de banane, des objets en bois sculpté et des tentures.

Pour sa part, une Tanzanienne a indiqué qu'elle vendait des objets en ébène sculpté. "La Tanzanie compte de nombreux ébéniers. Une fois coupés, ces arbres peuvent se conserver pendant une cinquantaine d'années. Je vends aussi des tissus batik, des tissus teints au moyen de la méthode par noeuds, des objets en papier mâché fabriqués avec du papier recyclé."

Elle a indiqué que l'AGOA avait des effets favorables pour son entreprise. "Nous avons un petit magasin et peut-être pourrions-nous concurrencer les entreprises chinoises et japonaises qui vendent leurs produits aux Etats-Unis à un prix très faible."

On pouvait également voir des bijoux kényans de toutes sortes connus sous le nom de "Kazuri". Un groupe de femmes Kikuyu, qui travaillent dans ce qui était autrefois la plantation de café de l'écrivain Karen von Blixen, fabriquent à la main des perles en céramique aux couleurs vives.

M. Patrick DuBrule, qui vend leurs produits, est un Américain né en Afrique de l'Ouest et il habite maintenant aux Etats-Unis. Les artisanes, a-t-il dit, sont bien payées. Leurs enfants, qui sont au nombre de 400, ont droit à des livres scolaires, à un uniforme et à une assurance-maladie. "Nous vendons quelque 10.000 pièces par an, ce qui représente une contribution de 80.000 dollars environ à l'économie kényane tous les ans."

M. DuBrule a expliqué la fabrication des perles Kazuri. "Tous les motifs sont différents et peints à la main. Nous travaillons avec des femmes handicapées qui habitent dans les villages environnants. Nous leur apportons un sac d'argile et leur indiquons la taille des perles à faire. Elles les font à la main, et une semaine plus tard nous retournons pour chercher les perles et pour les payer. Nous apportons les perles à l'atelier, les mettons au four, les vernissons après la première cuisson et les remettons encore une fois au four." (Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI201 12/23/2003

La visite en Afrique de Mme Elaine Chao

(La ministre américaine du travail s'entretient avec des victimes de la traite des enfants au Ghana) (710)

Washington - Dans le cadre de la visite qu'elle a effectuée en Afrique du 16 au 21 décembre, la ministre du travail des Etats-Unis, Mme Elaine Chao, s'est entretenue avec des élèves de l'école primaire Kokrobite, en banlieue d'Accra, au Ghana. Nombre de ces enfants avaient été les victimes de trafiquants d'êtres

humains et avaient fait l'objet d'une exploitation pour le travail ou à des fins sexuelles.

La tournée en Afrique de Mme Chao avait pour objectif de mettre l'accent sur les efforts qui se poursuivent en vue de mettre fin aux pires formes de travail des enfants, en particulier à leur utilisation en tant que soldats et à leur exploitation par ceux qui se livrent à la traite des êtres humains. Elle visait aussi à promouvoir l'institution de programmes d'information sur le lieu de travail afin d'éviter la propagation du VIH/sida.

Le président Bush, a expliqué Mme Chao à un auditoire rassemblé à l'école, a qualifié la traite des enfants de "forme diabolique d'abus et d'exploitation des plus innocents et des plus vulnérables", ajoutant que "les victimes du commerce du sexe n'avaient vu que bien peu de la vie avant qu'ils n'en voient le pire, à savoir une clandestinité remplie de brutalité et de peur solitaire", et exhortant tous les gouvernements à mettre un terme à ce fléau.

"La communauté mondiale doit faire front pour arrêter la tragédie qu'est la traite des enfants. Les enfants sont l'avenir de tout pays et il faut assurer leur bien-être et les protéger", a souligné Mme Chao. Durant sa visite, elle s'est entretenue avec une cinquantaine d'enfants qui avaient été victimes des trafiquants d'êtres humains. Les trafiquants avaient envoyé les enfants de l'école de Kokrobite et de cinq autres écoles des environs très loin de chez eux, dans la région du lac Volta, pour travailler dans l'industrie halieutique en tant que plongeurs, lanceurs de filets et assistants des pêcheurs locaux. Ils ont récemment été renvoyés dans leur foyer, beaucoup dans le cadre d'une campagne lancée par le ministère de la condition féminine et des enfants baptisée: "Ramenez vos enfants à la maison."

Le ministère américain du travail, par le truchement du programme sur l'abolition du travail des enfants de l'Organisation internationale du travail (ILO-IPEC) appuie l'école primaire de Kokrobite. C'est la Fondation parents et enfants, une organisation non gouvernementale locale, qui gère l'école. La fondation paie des frais scolaires des enfants, leur fournit des manuels scolaires, du matériel et des uniformes. Les enfants reçoivent un enseignement primaire dans divers sujets, dont l'anglais, les mathématiques, les sciences, les études de l'environnement, les religions du monde et l'acquisition de compétences professionnelles. A l'heure actuelle, environ 300 enfants sont inscrits à l'école qui va du cours préparatoire à la 6e. Les enfants suivent des cours 6 heures par jour, du lundi au vendredi. L'école a une association très active de parents et d'enseignants.

D'autres enfants ghanéens victimes de la traite d'êtres humains bénéficient de ce programme qui vise à aider des centaines de ces victimes ou des enfants qui risqueraient de le devenir. Le programme mis en oeuvre au Ghana entre dans le cadre d'un projet ILO-IPEC plus vaste financé par le ministère américain du travail dans neuf pays d'Afrique.

Depuis 1995, le ministère américain du travail a reçu 313 millions de dollars afin de financer des projets à l'étranger visant à mettre fin aux pires formes de travail des enfants. Il a déjà attribué 275 millions de dollars à des projets liés à l'abolition du travail des enfants dans 60 pays. L'objectif de ces projets est de retirer les enfants de lieux de travail où l'environnement est dangereux et où ils sont exploités, de leur donner la possibilité de s'instruire, de procéder à des recherches et de sensibiliser les populations à propos du travail des enfants.

Les Etats-Unis ont signé la Convention 182 de l'OIT qui condamne la traite des enfants comme étant l'une des pires formes de travail des enfants et qui exhorte les pays à s'aider mutuellement en vue d'abolir dans les meilleurs délais toutes les formes hostiles de travail des enfants.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI202 12/23/2003

La ministre américaine du travail lance un projet de lutte contre le VIH/sida au Ghana

(Mme Elaine Chao s'est aussi rendue en République démocratique du Congo et au Bénin.) (570)

Washington - Dans le cadre de sa visite en Afrique, du 16 au 21 décembre, la ministre du travail des Etats-Unis, Mme Elaine Chao, a participé, le 20 décembre au Ghana, à l'inauguration d'un programme de prévention du VIH/sida sur le lieu de travail, financé en vertu d'un don de 9,5 millions de dollars qu'a fait le ministère américain du travail à l'Organisation internationale du travail (OIT). Mme Chao, dont la visite en Afrique avait notamment pour objectif de mettre l'accent sur les efforts qui se poursuivent afin de mettre fin aux pires formes de travail des enfants, en particulier l'utilisation de ces derniers en tant que soldats et la traite des enfants, a pris la parole à l'issue d'un atelier de deux jours portant sur le lancement au Ghana d'un projet visant la fourniture d'informations sur le VIH/sida aux travailleurs. (Mme Chao s'est aussi rendue en République démocratique du Congo et au Bénin.)

"Le président Bush a prouvé son attachement à la lutte contre la pandémie de VIH/sida en y consacrant des ressources sans précédent qui se montent à 15 milliards de dollars (...) L'Afrique est l'une des régions du monde les plus touchées et je me trouve au Ghana afin d'annoncer l'allocation d'une partie de ces ressources au lancement du projet portant sur la diffusion sur le lieu de travail d'informations sur le VIH/sida", a déclaré Mme Chao.

Il s'agit en effet de sensibiliser les travailleurs aux mesures de prévention du VIH/sida et ainsi de réduire les effets de la maladie sur les gens, les collectivités et les pays. Géré par l'OIT, ce projet sur trois ans appuiera les mesures prises par les autorités locales afin de mettre sur pied, sur le lieu de travail, un programme visant la prévention du VIH/sida et d'une politique visant à faire face à la discrimination dont font l'objet les personnes infectées.

Sous la direction du président Bush, les Etats-Unis ont mis en oeuvre une initiative d'aide d'urgence à la lutte contre le VIH/sida et se sont engagés à fournir 15 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années afin de faire reculer cette maladie dans les pays d'Afrique et des Caraïbes les plus touchés. L'objectif de cette initiative est d'empêcher sept millions de nouvelles infections, de fournir un traitement à deux millions de séropositifs, et d'assurer des soins à dix millions de ces malades et à des enfants dont les parents sont morts du sida.

Depuis 2001, l'initiative du ministère du travail visant la prévention du VIH/sida sur le lieu de travail a reçu 29 millions de dollars, des fonds qui appuient 21 projets dans 25 pays.

A l'heure actuelle, le VIH/sida touche 42 millions de personnes. De l'avis de spécialistes, dans les pays d'Afrique les plus touchés, un adulte sur cinq en âge de travailler est infecté par le VIH. Cette affection est l'un des plus grands défis de notre temps aux plans social, économique et du travail, et plus de 20 millions de personnes en sont décédées.

Les effets du sida sur le développement économique ont été dévastateurs; cette maladie a empêché de nombreux travailleurs de jouir des années les plus productives de leur vie et obligé nombre d'enfants à travailler pour subvenir aux besoins de leur famille.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI201 12/30/2003

L'USAID participe au partenariat pour la protection de l'enfance en Ethiopie

(Communiqué de presse de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international) (620)

L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) fait partie d'une nouvelle alliance entre des organisations internationales et des Etats qui a pour mission de mettre en oeuvre un programme destiné à améliorer l'état de santé des enfants éthiopiens, dont un grand nombre meurent chaque année des suites de maladies que l'on peut prévenir facilement.

On trouvera ci-après le texte du communiqué de presse que l'USAID a diffusé le 23 décembre à ce propos.

Le partenariat mondial pour la protection de l'enfance en Ethiopie vise à prévenir les maladies de l'enfance et les décès d'enfants

Washington - Une nouvelle alliance ("Child Survival Partnership") entre l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la santé, la Banque mondiale, l'Agence canadienne de développement international et l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) a récemment lancé une action coordonnée en Ethiopie en vue d'améliorer l'état de santé des enfants et de sauver ceux qui meurent de causes évitables.

Ce partenariat en faveur de la protection infantile dirigera une action mondiale, par l'intermédiaire de partenaires internationaux et de ressources existantes, afin d'accroître les interventions telles que la vaccination, l'administration de suppléments de vitamine A et le traitement de la diarrhée, de la pneumonie et du paludisme dans plusieurs pays. L'Ethiopie est le premier de ces pays. Le partenariat apportera un soutien financier au gouvernement éthiopien en vue d'aider les collectivités locales à améliorer l'état de santé, à former des agents sanitaires et à mettre en oeuvre son nouveau programme de vulgarisation dans le domaine de la santé. Si l'Ethiopie a fait de grands progrès en ce qui concerne l'amélioration de la santé des enfants, la plus grande partie des ruraux n'ont qu'un accès limité aux services médicaux.

La directrice générale adjointe de l'OMS, Mme Joy Phumaphi, a exprimé sa satisfaction au sujet de l'engagement de l'Ethiopie en faveur de sa population, notamment des enfants, et elle s'est déclarée encouragée par les efforts que ce pays faisait pour satisfaire les besoins des enfants en matière de santé.

Pour sa part, le docteur Anne Peterson, qui est à la tête des services de l'USAID pour la santé dans le monde, a déclaré: "Nous nous trouvons à un carrefour, face à une grande occasion d'améliorer l'état de santé des enfants éthiopiens et de leur famille. C'est à notre portée. Nous disposons d'une bonne base. Le rôle prépondérant de l'Ethiopie et ses mesures novatrices en matière de protection de l'enfance peuvent servir de modèle à d'autres pays. Les enfants, qui sont les membres les plus vulnérables de la société, méritent toute notre attention."

Quant au représentant de l'UNICEF, M. Bjorn Ljunqvist, il a dit qu'il s'agissait d'une occasion très opportune de redonner une grande importance à la protection de l'enfance dans le cadre du développement. "L'Ethiopie, a-t-il dit, est un très bon pays pour commencer une telle action étant donné ses grands besoins et la volonté du gouvernement et de tous les partenaires d'améliorer la situation des enfants."

En Ethiopie, 75 % des enfants qui ont besoin de soins médicaux souffrent de maladies que l'on peut prévenir, à savoir le paludisme, la diarrhée, la rougeole, la pneumonie et les carences en micronutriments. Près de 500.000 enfants éthiopiens meurent tous les ans des suites de maladies que l'on aurait pu prévenir facilement. En outre, l'Ethiopie subit les ravages de pénuries alimentaires, d'une

grave sécheresse, de la forte diminution de la production agricole et d'une épidémie mortelle de paludisme.

L'Agence des Etats-Unis pour le développement international fournit une aide économique et humanitaire à des pays du monde entier depuis une quarantaine d'années.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI204 12/23/2003

Conservation de la culture: le département d'Etat annonce les bénéficiaires de son aide

(Le Fonds des ambassadeurs pour la conservation de la culture financera des projets dans 43 pays.) (610)

Le département d'Etat a annoncé, le 19 décembre, que le Fonds des ambassadeurs pour la conservation de la culture avait décidé de financer des projets dans 43 pays répartis dans le monde entier.

Ce fonds, qui a pour mission d'aider les pays les moins avancés à protéger leur patrimoine culturel, a reçu des demandes soumises par les ambassadeurs des Etats-Unis affectés dans 97 pays.

L'aide financière du Fonds des ambassadeurs pour 2003 contribuera, entre autres, au financement de la numérisation de manuscrits islamiques des XIVe et XVe siècles au Niger, de la remise en état de mosaïques datant du IVe siècle en Bulgarie et de la conservation de textiles péruviens au Musée d'art de Lima au Pérou.

On trouvera ci-après le texte du communiqué de presse que le département d'Etat a diffusé le 19 décembre à ce propos.

Le Fonds des ambassadeurs pour la conservation de la culture a sélectionné les projets qui bénéficieront de son aide pour 2003

Le département d'Etat est heureux d'annoncer qu'il avait décidé d'accorder à des projets situés dans 43 pays une aide financière au titre de la conservation de la culture, dans le cadre du Fonds des ambassadeurs pour la conservation de la culture dont la dotation est de 1 million de dollars. Créé par le Congrès en 2001, ce fonds est destiné à aider les pays les moins avancés à protéger leur patrimoine culturel. Selon la loi adoptée par le Congrès à cet effet, "la conservation de la culture offre une autre occasion aux Etats-Unis de fournir une aide à d'autres pays. En tentant de protéger le patrimoine d'autres cultures, nous montrons notre respect envers elles."

La direction des affaires éducatives et culturelles du département d'Etat administre le Fonds des ambassadeurs pour la conservation de la culture. Ses activités en matière de conservation de la culture visent à encourager la coopération avec d'autres pays en vue de réduire le risque de pillage de biens culturels irremplaçables et de créer des possibilités pour élaborer des stratégies à long terme de protection des biens culturels au moyen de la formation professionnelle, de la conservation, de la création de musées, de la répression et de l'information du public.

La secrétaire d'Etat adjointe, Mme Patricia Harrison, a déclaré à ce propos: "Le succès de ce programme est dû au grand intérêt dont les ambassadeurs des Etats-Unis font montre en ce qui concerne la protection d'une vaste gamme de biens culturels dans les pays où ils sont affectés." Les ambassadeurs des Etats-Unis dans 97 des 118 pays en développement pouvant prétendre à cette aide ont répondu à l'appel de propositions. De nombreux pays ont soumis plusieurs demandes, portant ainsi le total des demandes reçues à 114.

Les projets ont trait au patrimoine culturel de toutes les zones géographiques et vont de la conservation d'archives à la protection de collections de musée, de sites historiques et de documents

ethnographiques. C'est ainsi que le Fonds des ambassadeurs va financer la numérisation de documents islamiques des XIVe et XVe siècles à Niamey (Niger), la conservation d'un bâtiment dont le pavement de mosaïque remonte au IVe siècle à Plovdiv (Bulgarie) ainsi que la conservation et le catalogage de la collection de textiles péruviens du Musée d'art de Lima en vue de leur future exposition. Le Fonds des ambassadeurs a pour mission de financer des projets de conservation de la culture aussi divers que possible tout en tenant compte de l'urgence des besoins.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI205 12/23/2003

La stratégie des E.-U. a incité la Libye à renoncer aux armes de destruction massive

(Document de la Maison-Blanche) (1160)

Selon la Maison-Blanche, l'annonce par la Libye, le 19 décembre, qu'elle allait supprimer ses programmes d'armement biologique, chimique et nucléaire est le résultat de la stratégie du président Bush en matière de sécurité nationale, qui consiste à donner le choix aux Etats de se procurer de telles armes à leurs risques et périls ou d'y renoncer et de rejoindre la communauté internationale. La fiche analytique que la Maison-Blanche a diffusée le 19 décembre à ce sujet indique que la Libye a révélé aux Etats-Unis et au Royaume-Uni des informations importantes sur ses programmes d'armes de destruction massive et qu'elle s'est engagée à prendre un certain nombre de mesures, notamment à autoriser la venue sur son territoire des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

"Ces mesures transmettent un message indubitable aux Etats qui cherchent à se procurer des armes de destruction massive ou qui en possèdent: ces armes ne donnent pas de l'influence ou du prestige, elles ne font qu'isoler un Etat et entraîner d'autres conséquences défavorables. Lorsque des dirigeants prennent la décision sage et raisonnable de renoncer au terrorisme et aux armes de destruction massive, ils servent les intérêts de leurs concitoyens et renforcent la sécurité de tous les pays."

On trouvera ci-après le texte de la fiche analytique que la Maison-Blanche a diffusée le 19 décembre.

(Début de la fiche analytique)

La stratégie du président en matière de sécurité nationale et la lutte contre les armes de destruction massive

L'annonce de la Libye

La Libye a révélé aux Etats-Unis et au Royaume-Uni des informations importantes sur ses programmes d'armement nucléaire et chimique ainsi que sur ses activités relatives aux armes biologiques et aux missiles balistiques. Elle s'est aussi engagée

- à supprimer tous les éléments de ses programmes d'armement chimique et nucléaire,
- à signaler toutes ses activités dans le domaine nucléaire à l'Agence internationale de l'énergie atomique,
- à supprimer les missiles balistiques d'une portée supérieure à 300 km et d'une capacité d'emport de 500 kg,
- à accepter les inspections internationales destinées à garantir que la Libye se conforme au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et qu'elle signe le Protocole additionnel,
- à détruire tous les stocks d'armes et de munitions chimiques et à adhérer à la Convention sur les armes chimiques,
- à autoriser immédiatement des inspections et une surveillance destinées à vérifier l'exécution de tous ces engagements.

Comme le président Bush l'a dit aujourd'hui, la Libye doit aussi participer pleinement à la guerre contre le terrorisme.

L'annonce de la Libye est le résultat de la stratégie du président qui donne aux Etats le choix. Ils peuvent décider de poursuivre leurs programmes d'armes de destruction massive à leurs risques et périls et se retrouver isolés sur la scène internationale. Ou bien ils peuvent décider de renoncer à posséder de telles armes, de prendre des mesures pour rejoindre la communauté internationale et d'avoir notre aide pour créer un avenir meilleur pour leurs citoyens.

Ces mesures rendront notre pays plus sûr et le monde plus pacifique.

Il n'existe pas de danger plus grand pour notre peuple que l'amalgame du terrorisme et des armes de destruction massive. Il n'est pas possible d'endiguer ou d'empêcher par les moyens classiques les risques de cet amalgame dangereux. Depuis l'entrée en fonctions du président, sa stratégie en matière de sécurité nationale engage les Etats-Unis à oeuvrer de concert avec leurs alliés en vue:

- de veiller à ce que les accords internationaux contre la prolifération des armes de destruction massive soient observés et appliqués,
- de découvrir et d'empêcher la propagation des armes et des technologies dangereuses,
- de faire face aux menaces que fait peser toute personne ou tout Etat avant que ces menaces ne se concrétisent,
- d'améliorer nos moyens de réagir à l'emploi d'armes de destruction massive et de minimiser les conséquences d'une attaque.

La stratégie du président en matière de sécurité nationale donne aux Etats le choix. Ils peuvent décider de poursuivre leurs programmes d'armes de destruction massive à leurs risques et périls et se retrouver isolés sur la scène internationale. Ou bien ils peuvent décider de renoncer à posséder de telles armes, de prendre des mesures pour rejoindre la communauté internationale et d'avoir notre aide pour créer un avenir meilleur pour leurs citoyens.

L'annonce de la Libye est le résultat de cette stratégie. Ces deux dernières années, la communauté internationale a pu observer notre détermination à oeuvrer de concert avec nos alliés pour lutter contre l'amalgame du terrorisme et des armes de destruction massive.

Ensemble nous avons:

- appliqué les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU pour désarmer le gouvernement irakien,
- supprimé le régime terroriste des talibans en Afghanistan,
- élargi nos moyens de renseignement, amélioré nos technologies et augmenté la coopération entre alliés,
- capturé ou tué des chefs de terroristes, entravé le financement du terrorisme et saisi des fonds, ainsi que détruit des armes et des camps d'entraînement des terroristes,
- joué un rôle prépondérant en ce qui concerne l'initiative visant à interdire les armes de destruction massive dangereuses et leurs vecteurs,
- poursuivi nos efforts en vue de protéger des technologies dangereuses dans l'ex-URSS et ailleurs,
- insisté sur une solution multilatérale pour faire face à la menace que fait peser la Corée du Nord,
- enfin, soutenu les travaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique visant à faire en sorte que le gouvernement iranien se conforme aux obligations découlant de traités.

Ces mesures ont transmis un message indubitable aux Etats qui cherchent à se procurer des armes de destruction massive ou qui en possèdent: ces armes ne donnent pas de l'influence ou du prestige, elles ne font qu'isoler un Etat et entraîner d'autres conséquences défavorables. Lorsque des dirigeants prennent la décision sage et raisonnable de renoncer au terrorisme et aux armes de destruction

massive, ils servent les intérêts de leurs concitoyens et renforcent la sécurité de tous les pays.

Un autre message devrait être aussi clair: les dirigeants qui cessent de chercher à se procurer des armes chimiques, biologiques et nucléaires, ainsi que les moyens de s'en servir, trouveront une voie ouverte qui aboutira à l'amélioration de leurs relations avec les Etats-Unis et les autres pays libres.

D'autres dirigeants devraient trouver un exemple positif dans l'annonce de la Libye. Les progrès véritables accomplis par la Libye en ce qui concerne la suppression de ses programmes d'armes de destruction massive aboutiront à des améliorations concrètes des relations de ce pays avec la communauté internationale.

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont eu des relations difficiles avec la Libye, et de graves problèmes demeurent encore. Toutefois, la Libye a pris une mesure importante, et il s'ensuit qu'elle a commencé à faire ce qu'il faut pour rejoindre la communauté internationale. Au fur et à mesure qu'elle deviendra un pays plus pacifique, elle pourra constituer une source de stabilité en Afrique et au Moyen-Orient.

(Fin de la fiche analytique)

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI101 12/22/2003

L'influence des jeunes sur la société de l'information

(Ils font valoir leurs vues à l'occasion du Sommet mondial sur la société de l'information.) (970)

Par Charlene Porter

Rédactrice du "Washington File"

Genève - L'énorme hall d'exposition du Palexpo, à Genève, dans lequel a été organisé le Sommet mondial sur la société de l'information, aurait bien pu être baptisé "ville numérique" tant étaient nombreux les grands et petits noms de l'industrie qui y étaient représentés - Hewlett Packard, Microsoft, Nokia - et y exposaient les derniers-nés de leurs produits dans un immense espace où brillaient les écrans à haute résolution, les téléviseurs à technologie plasma et tous ces équipements incarnant les nouvelles techniques de pointe de l'âge de l'information.

"C'est l'une des expositions les plus exaltantes que j'aie jamais vues", a expliqué le chef de la délégation américaine au sommet, M. David Gross, à l'occasion d'une conférence de presse organisée à Washington, ajoutant: "C'était sensationnel (...) de constater l'intensité des efforts menés par le monde en développement lui-même afin de trouver des solutions aux difficultés auxquelles il se heurte lorsqu'il s'agit d'utiliser les nouvelles technologies, entre autres à des fins pédagogiques, pour appuyer les systèmes sanitaires ou pour aider les gens aux plans social et économique."

Parmi toutes ces merveilles de la technologie, des accents terre-à-terre étaient mis en évidence. Certains murs, notamment, étaient consacrés à l'expression artistique d'enfants. Un thème commun avait inspiré ces dessins aux couleurs vives représentant des scènes familières aux yeux des enfants et c'était leur façon de concevoir l'influence qu'auront les techniques de l'information et de la communication sur le monde.

Ces dessins avaient été choisis dans le cadre d'un concours organisé par le comité d'organisation du Sommet en reconnaissance du fait que les jeunes d'aujourd'hui seront les chefs de file de la société de l'information qui se construit à l'heure actuelle. On s'est rendu compte, en effet, que les jeunes, dans toutes les cultures, comprennent mieux le monde des techniques de pointe que n'importe qui d'autre.

"Ce sont les jeunes qui sont le plus à l'aise dans le domaine de la technologie. Ils sont capables de se familiariser avec elle très facilement et on compte sur eux pour modeler la société de l'information dans laquelle nous vivons", a fait remarquer Jennifer Corriero, cofondatrice et directrice de "TakingITGlobal", un groupe qui a son siège au Canada.

Jennifer Corriero n'a que 23 ans, mais son jeune âge n'a pas empêché qu'elle et son groupe participent à l'élaboration de la Déclaration de principes et du plan d'action adoptés à la fin du sommet. "TakingITGlobal" a joué un rôle décisif dans la formation d'un groupe de jeunes qui a participé à la série de conférences préparatoires s'étendant sur dix-huit mois et qui ont donné corps au texte final des résolutions traitant de la façon de faire bénéficier tous les peuples du monde des avantages conférés par les techniques de l'information. Grâce au travail de ce groupe, un paragraphe de la Déclaration de principes souligne le fait qu'il ne faut pas oublier les jeunes lorsqu'on trace la voie à suivre en vue d'instituer une société de l'information tout à fait inclusive.

Jennifer Corriero s'en réjouit mais elle pense néanmoins que la Déclaration de principes aurait pu mieux reconnaître que les jeunes peuvent jouer un rôle dans la préparation de l'avenir.

"Je ne pense pas qu'on parle suffisamment de la nécessité d'impliquer les jeunes. Nous devons développer la capacité des

jeunes et nous devons aussi puiser dans leur savoir", a-t-elle souligné.

Durant le sommet, une "journée de la jeunesse" avait été organisée autour de tables rondes, d'ateliers et de conférences de presse portant sur la façon de faire jouer un rôle aux jeunes dans l'élaboration de la société de l'information.

Si certains jeunes ont déjà leur place dans cette société de l'information, pour des millions d'autres, la réalité est tout autre, et c'est en partie pour cette raison que l'UNICEF a rendu public son rapport intitulé "La situation des enfants dans le monde 2004" à l'occasion du Sommet mondial sur la société de l'information.

"L'internet a le potentiel de changer la vie des gens, mais pas s'ils ne savent pas lire, pas s'ils ne comprennent pas les simples mathématiques (...) Rien ne prépare plus un enfant en vue d'un engagement avec le monde - y compris celui du web - qu'un enseignement de base et l'alphabétisme", a fait remarquer la directrice de l'UNICEF, Mme Carol Bellamy en annonçant la publication du nouveau rapport.

Le rapport de l'UNICEF met l'accent sur la nécessité d'éduquer les quelque 120 millions de jeunes qui, dans le monde, ne peuvent aller à l'école, et qui sont, pour la majorité, des filles. L'UNICEF fait ressortir les coûts et conséquences du manque de scolarisation de ces dernières, mentionnant les conclusions d'études montrant que les filles qui ne sont pas allées à l'école sont plus vulnérables à la pauvreté, à la faim, à la maladie et à l'exploitation sexuelle.

Ainsi, dans le vacarme qui s'élevait de la "ville numérique", l'UNICEF parlait au nom des millions qui étaient absents et cet organisme ne manquera sûrement pas les occasions de défendre l'alphabétisme en attendant l'organisation, à Tunis en 2005, de la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information.

L'importance des jeunes dans l'élaboration de la société de l'information n'a pas échappé non plus à M. Gross qui a fait part de sa vision en ce qui concerne l'influence des techniques de l'information sur l'avenir des jeunes. "Jadis, si vous étiez un enfant élevé dans la brousse d'Afrique du Sud, ou dans les plaines du Kalahari, un certain destin était inéluctable, mais aujourd'hui, à cause de la technologie, de l'internet et des autres techniques (...) les possibilités en ce qui concerne votre destin potentiel sont bien plus vastes qu'elles ne l'ont jamais été", a-t-il souligné.

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI102 12/29/2003

Les nouvelles formalités d'entrée et de sortie des E.-U. visent à renforcer la sécurité

(Propos d'un haut responsable du ministère de la sécurité intérieure) (860)

Par Anthony Kujawa

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Les nouvelles formalités d'entrée et de sortie prévues pour les ressortissants étrangers titulaires d'un visa visent à renforcer la sécurité et à réduire les possibilités de fraude, a déclaré un haut responsable du ministère de la sécurité intérieure, M. Asa Hutchinson.

Conformément à la loi, le dispositif US-VISIT ("United States Visitor and Immigrant Status Indicator Technology") exige que la plupart des voyageurs titulaires d'un visa qui se rendent aux Etats-Unis se soumettent, à compter du 5 janvier 2004, à deux nouvelles formalités, la prise d'empreintes digitales et la prise

d'une photographie à l'aide d'appareils électroniques, lors de leur arrivée dans un aéroport ou dans un port maritime.

Lors de la conférence de presse qu'il a donnée le 22 décembre au Centre d'accueil de la presse étrangère du département d'Etat à Washington, M. Hutchinson a indiqué que ce dispositif serait en place dans 155 aéroports et dans 14 ports maritimes en janvier et qu'il serait introduit progressivement dans les postes-frontières en 2005 et 2006.

Le dispositif US-VISIT, a-t-il expliqué, a pour objet de renforcer la sécurité des Etats-Unis tout en facilitant l'entrée et la sortie des ressortissants étrangers qui viennent aux Etats-Unis pour des raisons légitimes (tourisme ou affaires). Il permettra de vérifier l'identité des voyageurs étrangers, d'enregistrer leur entrée et leur sortie et de confirmer qu'ils sont bien en règle en ce qui concerne notamment la possession d'un visa et les formalités en matière d'immigration.

Les agents de douane et du service de protection des frontières continueront d'examiner les documents de voyage, tels que les passeports et les visas, et de poser des questions aux voyageurs sur leur séjour aux Etats-Unis. Toutefois, lorsqu'ils passeront le passeport d'un ressortissant étranger dans un appareil à lecture optique, ils pourront voir sur l'écran de leur ordinateur la photographie et les données biographiques enregistrées lors de l'entretien précédant la délivrance d'un visa. Le ressortissant étranger devra alors placer un index, puis l'autre sur une plaque de verre qui enregistrera électroniquement les deux empreintes digitales. Il lui sera aussi demandé de tourner son visage vers un appareil photo qui le prendra en photo. La prise de photo pourra avoir lieu en même temps que la prise d'empreintes digitales.

Ces deux formalités, a dit Mme Hutchinson, prendront très peu de temps et ne causeront aucun inconvénient.

A leur sortie des Etats-Unis, les voyageurs verront, dans la zone de départ des vols internationaux, des kiosques automatisés où il leur sera demandé de placer leurs documents de voyage sur un appareil à lecture optique et de recommencer l'enregistrement électronique des empreintes digitales de leurs deux index. La confirmation de la sortie du pays de tout voyageur étranger sera portée sur son dossier de manière à montrer qu'il est en règle et à indiquer son statut pour ses prochains voyages aux Etats-Unis.

Selon M. Hutchinson, ces données seront conservées en lieu sûr et ne pourront être consultées que par des responsables habilités à cet effet et par certains organismes chargés de faire appliquer la loi qui en auront besoin pour garantir la sécurité des ressortissants américains et des ressortissants étrangers.

En réponse à une question sur le profilage de ressortissants de certains pays ou de personnes appartenant à certains groupes ethniques lors de leur arrivée aux Etats-Unis, il a indiqué que le dispositif US-VISIT s'appliquerait à tous les titulaires d'un visa quelle que soit leur nationalité.

Ce dispositif, a-t-elle expliqué, facilitera l'entrée et la sortie des voyageurs et réduira le nombre de personnes qui doivent faire l'objet d'une inspection secondaire. Si, par exemple, le nom d'un voyageur est le même que celui d'un terroriste qui figure sur une liste de surveillance, il ne sera plus nécessaire, grâce aux identificateurs biométriques, d'exiger que cette personne fasse l'objet d'une inspection secondaire.

Par ailleurs, le dispositif US-VISIT facilitera l'entrée sur le territoire des Etats-Unis des personnes qui s'y rendent fréquemment et dont les identificateurs biométriques sont déjà enregistrés si elles ont été en règle lors de leurs voyages antérieurs.

Lors de la mise en oeuvre de ce dispositif à titre d'expérimentation à Atlanta, de nombreux participants ont indiqué qu'ils étaient favorablement impressionnés et qu'ils se sentaient plus en sécurité. Au sujet des ressortissants des 27 pays qui participent au programme d'exemption d'un visa, M. Hutchinson a indiqué que les ressortissants de ces pays qui étaient titulaires d'un visa (visa d'étudiant, par exemple), à l'exception de certains visas de diplomate, devraient se soumettre aux formalités de la prise d'empreintes digitales et d'une photo.

La réaction des autres pays a été favorable, a-t-il dit en ajoutant que d'autres pays s'orientaient vers l'incorporation de données biométriques sur les passeports. "Nous ne tentons pas d'agir isolément, mais d'oeuvrer de concert avec nos partenaires de la communauté internationale. Nous voulons traiter tout le monde d'une manière équitable, être un pays accueillant."

Pour de plus amples renseignements en anglais sur le dispositif US-VISIT, veuillez consulter le site Internet "www.dhs.gov/us-visit."

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)